

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 28 juin 2018

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	14	10

N° de la séance : 02

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Délégation de compétence
des aides à la pierre - Avenant n° 4 à la
convention cadre (CASA/Etat/Anah) et
Avenant n° 5 à la convention de gestion
des aides à l'Habitat privé (CASA/Anah)
pour 2018

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.131

Date de la convocation :
Le 22/06/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **10 JUL. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **06 JUL. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 28 juin à 15h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

Madame BLAZY,

Par délibération n°BC.2014-308 du 15 décembre 2014 le Bureau Communautaire a approuvé les conventions d'application portant sur la délégation des aides à la pierre de l'État (convention-cadre 2015-2020) pour le financement du logement social et la requalification du parc privé ancien.

Cette prise de délégation s'est traduite par la signature de trois conventions signées le 23/01/2015 :

- 1°) La convention de délégation de compétence de six ans en application de l'article L.301-5-1 du CCH entre l'Etat et la CASA, dite « convention cadre » ;
- 2°) La convention pour la gestion des aides à l'Habitat privé entre l'Anah et la CASA ;
- 3°) La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques (Anah).

La convention de délégation de compétence **dite « convention cadre »** a fait l'objet :

- ✓ d'un avenant n° 1 par délibération du Bureau Communautaire n°BC.2015.084 du 11 mai 2015 ;
- ✓ d'un avenant n° 2 par délibération du Bureau Communautaire n°BC.2016.124 du 6 juin 2016 ;
- ✓ d'un avenant n° 3 par délibération du Bureau Communautaire n°BC.2017.110 du 19 juin 2017.

La convention pour **la gestion des aides à l'Habitat privé** entre l'Anah et la CASA a quant à elle fait l'objet :

- ✓ d'un avenant n° 1 par délibération du Bureau Communautaire n°BC.2015.084 du 11 mai 2015 ;
- ✓ d'un avenant n° 2 par délibération du Bureau Communautaire n°BC.2016.123 du 6 juin 2016 ;
- ✓ d'un avenant n° 3 par délibération du Bureau Communautaire n°BC.2016.124 du 6 juin 2016 ;
- ✓ d'un avenant n° 4 par délibération du Bureau Communautaire n°BC.2017.110 du 19 juin 2017.

1°) S'agissant de la convention cadre, celle-ci prévoyait, au titre de l'année 2018 :

- Un objectif annuel de 1078 logements locatifs sociaux, (323 PLAI, 593 PLUS, 162 PLS) et optionnellement de 50 agréments PSLA, pour atteindre les obligations légales issues de la loi du 18 janvier 2013 et fixés sur la période triennale 2017-2019 ;
- une enveloppe prévisionnelle annuelle des droits à engagements de 4,53 M€.

2°) S'agissant de la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé, celle-ci prévoyait au titre de l'année 2018 :

- Un objectif annuel de réalisation de 55 propriétaires occupants (dont 39 au titre du (Fart) Fonds d'aide à la Rénovation Thermique et 19 Propriétaires bailleurs ;
- une enveloppe prévisionnelle annuelle de droits à engagements Anah (Hors Fart) destinée au parc privé de 750 000 € (travaux et ingénierie) ;
- Une enveloppe prévisionnelle des droits à engagements Etat allouée dans le cadre du FART de 184 000 €.

La présente délibération a pour objet d'actualiser les deux premières conventions afin de prendre en compte la notification, par l'Etat, des objectifs et des enveloppes dédiées, arrêtés au Comité régional de l'Habitat et de l'hébergement (CRHH) du 16 février 2018, pour le parc public ainsi que pour le parc privé.

A- Les objectifs quantitatifs prévisionnels pour 2018 :

Pour le parc public : Au regard des obligations SRU estimées par la Région PACA sur la période 2017-2019, l'objectif annuel fixé par le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) est de 1357 logements locatifs sociaux. Toutefois le CRHH a fixé un objectif de base de 598 logements locatifs sociaux (334 PLUS, 174 PLAI et 90 PLS).

Pour le parc privé : L'objectif annuel est fixé à 81 logements répartis en 76 logements propriétaires occupants et 5 logements propriétaires bailleurs (en remplacement des 55 logements propriétaires occupants et 19 logements Propriétaires bailleurs). A cet objectif, vient s'ajouter un objectif de traitement de 40 logements en copropriétés fragiles.

B- Les modalités financières 2018 :

L'enveloppe prévisionnelle annuelle des droits à engagements est fixée au maximum pour le parc public et le parc privé à 3 596 529 € répartie ainsi qu'il suit :

Pour le parc public :

Le montant total prévisionnel des droits à engagement de l'Etat s'élève à 2 655 800 €, pour la production de logements ordinaires en PLAI (hors étudiants), soit :

- Une enveloppe de base de 1 705 200 € ;
- Une enveloppe complémentaire de 950 600 €.

Par ailleurs, une enveloppe additionnelle, nommée « Enveloppe Acquisition – Amélioration », pourra être déléguée pour les opérations dites « Acquisition – Amélioration » financées en PLUS/PLAI. Elle sera déléguée selon les modalités de financement communiquées par instruction de la DREAL.

Pour le parc privé :

Le montant total prévisionnel des droits à engagement de l'Anah s'élève à : soit une enveloppe prévisionnelle de : 940 729 €, (inclus ingénierie).

Afin de prendre en compte ces nouveaux montants et la répartition de droits à engagements dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, il est nécessaire de signer :

- ✓ Un avenant n°4 à la convention de délégation de compétence de six ans en application de l'article L.301-5-1 du CCH entre l'Etat et la CASA, dite « convention cadre » ;
- ✓ Un avenant n°5 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé entre l'Anah et la CASA.

Au regard des éléments ci-dessus énoncés il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°4 à la convention de délégation de compétence de six ans en application de l'article L.301-5-1 du CCH entre l'Etat et la CASA, dite « convention cadre », dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 5 à la convention pour la gestion des aides à l'Habitat privé entre l'Anah et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer avec l'Etat et l'Anah tous les actes s'y rapportant.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, AUTORISE :

- Monsieur le Président à signer l'avenant n°4 à la convention de délégation de compétence de six ans en application de l'article L.301-5-1 du CCH entre l'Etat et la CASA, dite « convention cadre », dont le projet est joint en annexe ;
- Monsieur le Président à signer l'avenant n° 5 à la convention pour la gestion des aides à l'Habitat privé entre l'Anah et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- Monsieur le Président à signer avec l'Etat et l'Anah tous les actes s'y rapportant.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 28 juin 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES



Avenant n°4 à la convention de délégation de compétence entre l'Etat et la CASA pour l'année 2018

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, habilité à signer le présent avenant par délibération du bureau communautaire du 28 juin 2018,

ET

L'Etat, représenté par Monsieur Georges-François Leclerc, Préfet des Alpes-Maritimes,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2014.141 en date du 30 juin 2014

Vu la délibération du Bureau Communautaire n°BC.2014.308 en date du 15 décembre 2014

Vu la convention de délégation de compétence de six ans en application de l'article L.301-5-1 du CCH en date du 23 janvier 2015,

Vu l'avenant n° 1 à la convention de délégation de compétence en date du 18 mai 2015,

Vu l'avenant n°2 à la convention de délégation de compétence en date du 22 juillet 2016,

Vu l'avenant n° 3 à la convention de délégation de compétence en date du 7 août 2017,

Vu l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'hébergement du 21 février 2018, sur la répartition des crédits,

Il a été convenu ce qui suit :

A. Les objectifs quantitatifs prévisionnels pour 2018

A.1 - Le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux

Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, pour atteindre les obligations légales issues de la loi du 18 janvier 2013, l'objectif

de la convention de délégation de compétence entre l'Etat et la CASA du 23 janvier 2015, pour l'année 2018 a été fixé à 1078 logements locatifs sociaux.

Au regard des obligations SRU estimées de la Région PACA sur la période 2017-2019, le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement a fixé pour la CASA en 2017, un objectif de 1357 logements locatifs sociaux.

Compte tenu de la dotation régionale 2018 de 60 M€ d'euros notifiée le 15 décembre 2017, **l'objectif de base**, pour la CASA, est fixé à **598 logements** déclinés comme suit pour 2018 :

	PLUS (yc PLUS-CD et PALULOS communales)	PLAI (yc produit spécifique hébergement et RHVS)	<i>dont PLAI hébergement, produit spécifique hébergement et RHVS</i>	<i>dont PLAI FTM(*)</i>	Total PLUS PLA
Nombre de logements	334	174	0	0	508

(*) Foyer travailleurs migrants

	PLS logements ordinaires	PLS en structures collectives pour PA/PH	Total PLS
Nombre de logements	90	0	90

PA/ PH : personnes âgées -personnes handicapées

	PSLA
Nombre de logements	50

A.2 - La requalification du parc privé ancien et la requalification des copropriétés

Il est prévu la réhabilitation à minima de 81 logements privés, sous réserve des crédits disponibles validés en Comité Régional de l'Habitat et de l'hébergement (CRHH) en date du 16 février 2018 :

- le traitement de 6 logements de propriétaires occupants indignes ou très dégradés, prenant notamment en compte l'insalubrité, le péril, et les risques liés au plomb
- le traitement de 5 logements de propriétaires bailleurs,
- le traitement de 53 logements de propriétaires occupants au titre de la lutte contre la précarité énergétique
- le traitement de 17 logements occupés par leur propriétaire au titre de l'aide pour

l'autonomie de la personne (hors habitat indigne et très dégradé),

A cet objectif, vient s'ajouter un objectif de traitement de 40 logements en copropriétés fragiles.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah). Parmi ces logements, il est prévu pour 2018 de conventionner 5 logements.

B- Les modalités financières 2018 :

B.1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'État pour le parc locatif social

Pour répondre à l'objectif de 1357 logements, deux enveloppes sont à distinguer :

- **une enveloppe de base de 1 705 200 €**, pour le financement de **174** logements en PLAI,
- **une enveloppe complémentaire de 950 600 €**, pour le financement de **97** logements en PLAI.

L'enveloppe de 1 705 200 € sera déléguée comme suit :

- 60 % des droits à engagement seront délégués à la signature de l'avenant,
- le solde de l'enveloppe sera délégué sous réserve de la disponibilité des crédits au vu du bilan et de la programmation transmis à la DREAL au 1er septembre 2018.

Le reliquat des droits à engagement, non utilisés en 2017, d'un montant de 210 840 € est reporté sur 2018 et est intégré à cette enveloppe de 1 705 200 €

L'enveloppe complémentaire pourra être déléguée sous réserve de la disponibilité des crédits et de la consommation des droits à engagement de l'enveloppe de 1 705 200 € après avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement sur le redéploiement des enveloppes entre territoires de gestion au plus tard le 30 octobre 2018.

Une enveloppe additionnelle, nommée « **Enveloppe Acquisition - Amélioration** », pourra être déléguée pour les opérations dites « Acquisition – Amélioration » financées en PLUS/PLAI. Elle sera déléguée selon les modalités de financement communiquées par instruction de la DREAL.

L'État met également à disposition de l'EPCI, un contingent total d'agréments de 204 logements PLS (dont 90 en objectifs de base)

B.2 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'Anah pour le parc privé

- ✓ 940 729 € (inclus ingénierie)

B.3: Interventions propres de l'EPCI

Pour 2018, le montant des crédits qu'il affectera sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention s'élèvera, à 4,1M€, en autorisation de programme dont :

- 4 M€ pour le logement locatif social,
- 100 000 € pour l'habitat privé

Le

<p>Le Préfet des Alpes-Maritimes,</p> <p>Georges-François LECLERC</p>	<p>Le Président de la Communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis,</p> <p>Jean LEONETTI</p>
--	---

ANNEXE 1 – OBJECTIFS DE REALISATION DE LA CONVENTION DE DELEGATION DES AIDES A LA PIERRE – PARC PUBLIC-PARC PRIVE – TABLEAU DE BORD

	2015			2016			2017			2018			2019			2020		
	Prévus convention	Avenant	Financés	Prévus convention	Avenant	Financés	Prévus convention	Avenant	Financés	Prévus convention	Avenant	Financés	Prévus convention	Avenant	Financés	Prévus convention	Avenant	Financés
PARC PUBLIC	1 077	834	858	1 078	834	583	1 078	670	521	1 078	598		1 078			1 078		
PLAI	323	229	220	323	210	173	323	168	94	323	174		323			323		
PLUS	592	445	440	593	414	355	593	335	218	593	334		593			593		
Total PLUS-PLAI	915	674	660	916	624	528	916	503	312	916	508		916			916		
PLS	162	160	198	162	210	55	162	167	209	162	90		162			162		
Accession à la propriété (PSLA)	50	50	0	50	50	19	50	50	64	50	50		50			50		
PARC PRIVE																		
Logements indignes et très dégradés traités	12	8	0	12	9	0	13	8	3	13	6		13			13		
dont logements indignes PO	0	1	0	1	2	0	1	2	0	0	3		1			1		
dont logements indignes PB	2	3	0	2	2	0	2	2	0	2	0		2			2		
dont logements très dégradés PO	2	1	0	2	3	0	2	2	3	2	3		2			2		
dont logements très dégradés PB	8	3	0	8	2	0	8	2	0	8	0		8			8		
Logements de PO traités (hors HI et TD)	52	37	14	53	53	23	54	62	45	53	70		53			53		
dont aide pour l'autonomie de la personne	15	13	6	15	15	12	16	16	16	15	17		15			15		
dont aide de lutte contre la précarité énergétique	37	24	8	38	38	11	38	46	29	37	53		54			54		
Logements de PB traités (hors HI et TD)	8	6	3	10	6	0	9	4	0	8	5		9			9		
Nombre de logements PO bénéficiant de l'aide FART/ ASE (double compte)	39	27	14	40	40	11	40	46	29	39	53		40			40		
Nombre de logements PB bénéficiant de l'aide FART/ ASE (double compte)	12	12	3	13	10	0	13	4	0	39	5		40			40		
Droits à engagements Etat parc public (K€)	4 527,00	2 244,20	2 122,20	4 529,30	2 940	1 881,96	4 529,30	1646,4	915,2	4 529,30	1 705,20		4 529,30			4 529,30		
Droits à engagement Etat FART(K€)	160,28	89,52	51,98	193,04	105,01	39,12	200,3	111,09	54,16	184,54	0		184,54			184,54		
Droits à engagements ANAH (y.c. ingénierie) (K€)	625,74	492,96	349,67	783,98	740,1	200,42	839,95	657,7	279,91	749,89	940,72		749,89			749,89		
Droits à engagements Déléataire parc public (K€)	8 000,00	7 990,01	10 135,42	8 000,00	8 000,00	8 147,11	8 000,00	8 000,00	4 281,83	8 000,00	4 000,00		8 000,00			8 000,00		
Droits à engagements Déléataire parc privé (K€)	211,17	569,00	0	270,46	470,59	22,06	291,12	290,00	51,55	219,08	100		219,08			219,08		
dont loyer intermédiaire	2	non ventilé	0	2	1	0	2	0	0	2	0		2			2		
dont loyer conventionné social	13	non ventilé	0	13	7	0	13	6	0	13	4		13			13		
dont loyer conventionné très social	3	non ventilé	0	4	2	0	4	2	0	3	1		4			4		

**Avenant n° 5 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé
(gestion des aides par l'Anah - instruction et paiement)
Entre l'Anah et la CASA pour l'année 2018**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président et délégataire des aides à la pierre,

et

L'Agence nationale de l'habitat, représentée par Monsieur Georges-François LECLERC, Préfet du Département des Alpes Maritimes, délégué de l'Anah dans le département,

Vu la convention de délégation de compétence de six ans, conclue en application de l'article L. 301-5-1 ou de l'article L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, en date du 23 janvier 2015

Vu la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'Anah en date du 23 janvier 2015,

Vu l'avenant n° 1 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 18 mai 2015,

Vu les avenants n° 2 et 3 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 22 juillet 2016,

Vu l'avenant n° 4 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 7 août 2017,

Vu la délibération du Bureau Communautaire en date du 28 juin 2018,

Vu l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement du 21 février 2018, sur la répartition des crédits,

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la région en date du

Il a été convenu ce qui suit :

A - Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties concernant les modifications apportées à la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 23 janvier 2015, susvisée.

Ces modifications portent sur les objectifs quantitatifs, les modalités financières pour l'année 2018 et sur l'ensemble de la convention.

B - Objectifs pour l'année en cours

Sur la base des objectifs figurant au titre I de la convention de délégation de compétence, il est prévu, pour l'année 2018, la réhabilitation d'environ 81 logements privés en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides, ainsi répartis par type de bénéficiaire :

- 76 logements de propriétaires occupants,
- 5 logements de propriétaires bailleurs,
- 0 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah).

La mise à jour de la déclinaison annuelle des objectifs et la répartition par type d'intervention figure en annexe 1 (objectifs de réalisation de la convention et tableau de bord).

A noter que la Communauté d'Agglomération a mis en place sur son territoire un programme d'intérêt général dénommé Programme Intercommunal d'Amélioration Durable de l'Habitat sur la période 2016-2018.

L'étude actuellement menée dans le cadre de l'élaboration du 3^{ème} PLH de la CASA devrait permettre de déterminer les interventions à mener sur le parc privé à partir du bilan des différents dispositifs mis en œuvre entre 2012-2018 (OPAH – OPHA RU- PIG) et des enjeux du territoire.

C - Modalités financières

C. 1. Montant des droits à engagement mis à disposition du délégataire par l'Anah

Pour l'année d'application de l'avenant, l'enveloppe des droits à engagement Anah destinée au parc privé est fixée à 940 729 €.

Cette dotation pourra, le cas échéant, être complétée de l'enveloppe régionale mise en réserve pour les travaux en copropriétés dégradées et les MOI, sous réserve de la signature d'un avenant.

C. 2. Aides propres du délégataire

Pour l'année d'application du présent avenant, le montant des crédits que le délégataire affecte sur son budget propre à l'habitat privé s'élève à 100 000 €.

D - Modifications apportées en 2018 à la convention de gestion

Les modifications ainsi introduites resteront valables les années suivantes et n'auront pas à figurer à nouveau dans les futurs avenants annuels.

La convention de gestion, visée ci-dessus, est modifiée et complétée dans les conditions suivantes :

1) L'introduction, portant sur l'objet de la convention, est ainsi modifiée :

- au 2ème alinéa, la phrase « Le délégataire prend également les décisions d'attribution des aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique dans les conditions prévues au paragraphe 1.3 de la présente convention » est supprimée.
- Au 3ème alinéa, les mots « et du formulaire appelé « Engagements du bailleur » » sont supprimés.

2) L'article 1 relatif aux Objectifs et financement est ainsi modifié :

- Le titre du § 1.2 est rédigé comme suit : **§ 1.2 Montants des droits à engagement**
- Le § 1.3 « Aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique (programme Habiter Mieux) » est supprimé.

3) L'article 3 relatif à l'instruction et à l'octroi des aides aux propriétaires est ainsi modifié :

- Le **§ 3.1 Engagement qualité** est ainsi modifié :
- Au 1^{er} alinéa, les mots « Le déploiement de l'accompagnement et du service numérique s'effectuera de manière progressive à compter du printemps 2017 pour s'achever en 2018 » sont remplacés par les mots : « Le délégataire s'engage à ce que le déploiement, sur son territoire de gestion, du service en ligne de demande d'aides s'effectue dans les délais et conditions techniques fixées par l'Agence. »
- Après le tableau, sont insérés les mentions et le tableau suivants :
« Les objectifs que se donne le délégataire pour 2018 sont les suivants :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est inscrite dans la démarche de simplification et de dématérialisation des demandes d'aide à la rénovation, initiée par l'Anah, en participant aux différents ateliers préfigurant à sa mise en place sur le territoire des Alpes Maritimes.

L'objectif pour 2018 est donc de fluidifier et de réduire l'instruction des dossiers en s'appuyant sur une charte, en cours de finalisation dans le cadre de ces échanges , le but étant

d'optimiser et de faciliter les interactions entre les propriétaires, les services administratifs et les opérateurs.

- Le **§ 3.2 Instruction et octroi des aides** est ainsi modifié :
 - Au 3ème alinéa, les mots « formulaires édités » sont remplacés par les mots « formulaires (le cas échéant, dématérialisés dans le cadre du service en ligne de demande d'aides) établis ».
 - Au 5ème alinéa, les mots « son règlement intérieur » sont remplacés par les mots « la réglementation ».
 - Le 6ème alinéa est ainsi rédigé : « Le délégataire procède à la notification des décisions aux bénéficiaires et en adresse une copie au délégué de l'Agence dans le département par voie électronique (par courriel) pour intégration dans Op@l. »
 - Au 8ème alinéa, les mots « en adresse une copie au délégataire » sont remplacés par les mots « en adresse une copie, par voie électronique, au délégataire. »

4) L'article 4 relatif aux subventions pour ingénierie des programmes est ainsi modifié :

- Au 5ème alinéa, les mots « en adresse copie au délégué de l'Agence dans le département » sont remplacés par les mots « en adresse copie, par voie électronique, au délégué de l'Agence dans le département, pour intégration dans Op@l ».
-

5) L'article 5 relatif au paiement des aides est ainsi modifié :

- Au § 5.1 Paiement des subventions aux propriétaires, les 5ème et 6èmes alinéas sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Les documents nécessaires au paiement des subventions sont établis par le délégué de l'Agence dans le département et transmis à l'agent comptable de l'Anah sous forme dématérialisée. Le visa et le paiement de ces subventions sont effectués sous réserve de la disponibilité des crédits, par et sous la responsabilité de l'agent comptable. »
- Au § 5.2 Paiement des subventions relatives aux prestations d'ingénierie des programmes, la 1ère phrase du 5ème alinéa est ainsi rédigée : « L'ordre de paiement est transmis à l'agent comptable de l'Anah sous forme dématérialisée. »
-

6) L'article 6 relatif aux modalités de gestion des droits à engagement et des dépenses est ainsi modifié :

- Les titres « § 6.1 Droits à engagement » et « 6.1.1 Droits à engagement Anah » sont remplacés par le titre unique suivant « **§ 6.1 Droits à engagement Anah** ».
- Le 6.1.2 Droits à engagement FART est supprimé.

7) L'article 8 relatif au contrôle et reversement des aides est ainsi modifié :

- Au 1^{er} alinéa du § 8.2 relatif au contrôle du respect des engagements souscrits auprès de l'Anah, les mots « effectués par l'Anah » sont remplacés par les mots « de la compétence de la Direction générale de l'Agence (Pôle contrôle des engagements) ».

· Le 2ème alinéa du § 8.3.1 Reversement de la compétence du délégataire (reversement avant solde) est complété par la phrase suivante : « Parallèlement à cette notification, la délégation locale adresse à l'Anah une copie de cette décision par voie électronique (reversement.ac@anah.gouv.fr). »

8) L'article 9 relatif à l'instruction, la signature et au suivi des conventions à loyers maîtrisés est ainsi modifié :

· au 1^{er} alinéa du § 9.1 relatif à l'instruction des demandes de conventionnement, les mots « (ainsi que du document mentionné à l'article R. 321-30 du CCH récapitulant les engagements du bailleur) » sont supprimés.

· Les 2ème et 3ème alinéas du § 9.2 relatif à la signature des conventions à loyers maîtrisés sont ainsi rédigés :

« Après achèvement des travaux, ou réception du bail et de l'avis d'imposition du locataire pour les conventions sans travaux, le délégué de l'agence dans le département réceptionne la convention et la présente pour signature au délégataire. Celui-ci retourne le document au délégué de l'agence dans le département qui procède à son envoi au bénéficiaire.

Les courriers utilisés et les conventions comportent les logos du délégataire et de l'Anah. »

9) Annexe :

· L'annexe 1 relative aux objectifs de réalisation de la convention est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent avenant

Le.....

Le Président de la Communauté
D'Agglomération Sophia Antipolis

Le Délégué de l'Agence dans
le Département des Alpes Maritimes

Jean LEONETTI

Georges-François LECLERC

ANNEXE 1 Objectifs de réalisation de la convention de gestion des aides de l'Anah et tableau de bord

	2015			2016			2017			2018			2019		2020		Total	
	Prévu convention	Avenant	Financé	Prévu convention	Avenant	Financé	Prévu convention	Avenant	Financé	Prévu convention	Avenant	Financé	Prévu convention	Financé	Prévu	Financé	Prévu	Financé
PARC PRIVE																		
Logements indignes et très dégradés traités (hors aides aux syndicats)	12	8	0	13	9	0	13	8	3	12	6		13		13		76	
• dont logements indignes PO	0	1	0	1	2	0	1	2	0	0	3		1		1		4	
• dont logements indignes PB	2	3	0	2	2	0	2	2	0	2	0		2		2		12	
• dont logements très dégradés PO	2	1	0	2	3	0	2	2	3	2	3		2		2		12	
• dont logements très dégradés PB	8	3	0	8	2	0	8	2	0	8	0		8		8		48	
Logements de propriétaires bailleurs (hors LHI et TD)	8	6	3	9	6	0	9	4	0	8	5		9		9		52	
• dont travaux d'amélioration des performances énergétiques	4	4	2	5	4	0	5	2	0	4	4		5		5		28	
• dont logements moyennement dégradés	1	2	1	2	2	0	2	2	0	1	1		2		2		10	
Logements de propriétaires occupants (hors LHI et TD)	52	37	14	53	53	23	54	62	45	53	70		53		54		319	
• dont aide pour l'autonomie de la personne	15	13	6	15	15	12	16	16	29	15	17		15		16		92	
• dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	37	24	8	38	38	11	38	46	16	37	53		37		37		224	
<i>Total des logements PO bénéficiant de l'aide du FART</i>	39	27	14	40	40	11	40	46	29	39	53		40		40		238	
<i>Total des logements PB bénéficiant de l'aide du FART</i>	12	12	3	13	10	0	13	4	0	12	4		13		13		76	
Total droits à engagements ANAH (y.c. ingénierie) - en K€	625,74	492,96	349,67	783,98	740,10	200,42	839,95	657,70	279,91	749,89	940,72		749,89		749,89		8 015,44	
<i>dont programmes de revitalisation des centres-bourgs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0							
<i>dont PNRQAD</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0							
<i>dont PNRU et NPNRU</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0							
Total droits à engagement programmes nationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0							
Total droits à engagements Délégataire (hors ingénierie) - en K€	211,17	569,00	0	270,46	470,59	22,06	291,12	290,00	51,55	219,08	100,00		219,08		219,08		1 452,05	
Total droits à engagement Etat/FART (indicatif) - en K€	160,28	89,52	51,98	193,04	105,01	39,12	200,30	111,09	54,16	184,54	0,00		184,54		184,54		1 703,55	
Répartition des logements par niveaux de loyer conventionnés (PB hors CST)																		
<i>dont loyer intermédiaire</i>	2	non ventilé	0	2	1	0	2	0	0	2	0		2		2		12	
<i>dont loyer conventionné social</i>	3	non ventilé	0	4	7	0	4	6	0	3	4		4		4		22	
<i>dont loyer conventionné très social</i>	13	non ventilé	0	13	2	0	13	2	0	13	1		13		13		78	

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 28/06/2018
Numéro : BC_2018_131
Nature : DE - Deliberations
Objet : Délégation de compétence des aides à la pierre -
Avenant n. 4 à la convention cadre (CASA/Etat/Anah) et
Avenant n. 5 à la convention de gestion des aides à
l'Habitat privé (CASA/Anah) pour 2018
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : MrYNKNv

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 06/07/2018
Identifiant : 006-240600585-20180628-BC_2018_131-DE

Acte reçu

Date : 28/06/2018
Numéro interne : BC_2018_131
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : DÃ©lÃ©gation de compÃ©tence des aides Ã la pierre - Avenant n. 4 Ã la convention cadre
(CASA/Etat/Anah) et Avenant n. 5 Ã la convention de gestion des aides Ã l'Habitat privÃ©
(CASA/Anah) pour 2018
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180628-BC_2018_131-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20180628-BC_2018_131-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180628-BC_2018_131-DE-1-1_3.PDF

N